



vie féminine



© Odile Brée

En cette année 2024, le 8 mars prend une dimension particulière. Les multiples scrutins qui nous attendent - européen, fédéral et régional en juin et communal, provincial, en octobre - constituent des moments cruciaux pour les droits des femmes. Les coalitions qui se mettront en œuvre après les élections peuvent représenter des opportunités... comme des menaces !

Vie Féminine a déjà formulé ses revendications en vue des élections et souhaite mettre en lumière pour ce 8 mars 2024 l'un des axes de son mémorandum : pour la construction d'une **société de soin partagé**. Depuis plusieurs années, la grève féministe du 8 mars souligne à quel point le soin aux autres, mais aussi **le soin à la société en général**, repose principalement sur les épaules des femmes et plus encore des femmes précarisées, racisées, étrangères, sans-papiers, dans la sphère professionnelle ou privée, mais aussi dans l'ombre. Toujours à moindre coût, voire gratuitement. « Quand les femmes s'arrêtent, le monde s'arrête », clament nos slogans en manifestation. La pandémie mondiale que nous avons traversée en a fait une démonstration éclatante. Car quand le monde s'est arrêté, les femmes, elles, ont continué. Au sortir de cette crise, nous avons retrouvé une société « d'avant » qui ne valorise toujours pas les métiers du soin, et continue de s'appuyer sur le travail gratuit des femmes, tout en les précarisant à grande échelle. Un travail de soin permanent qui représente une charge mentale énorme et qui, combiné aux nombreuses oppressions et violences qu'elles subissent, a un lourd impact sur leur santé psychique et physique.

Demain, inversons l'ordre des priorités !

Pour construire cette société de soin partagé, nous adressons un **double message** :

- **Au gouvernement actuel**, nous rappelons son engagement à revoir la loi sur l'avortement, après une évaluation par un comité d'expert-e-s. Les recommandations du rapport remis au parlement il y a des mois sont claires : allongement du délai à 18 semaines, diminution ou suppression du délai de réflexion, fin des sanctions pénales pour les femmes et les médecins. Une société de soin partagé ne laisse pas chaque année des centaines de femmes se débrouiller pour avoir recours à un avortement aux Pays-Bas ou en Angleterre en fermant les yeux sur celles, souvent les plus précaires, qui n'ont pas les moyens de se rendre à l'étranger. **Aux partis de la coalition Vivaldi : il est encore temps d'acter une avancée significative pour les droits des femmes à disposer de leur corps !**

 - **Aux partis qui se présentent** devant les électeur.rice.s, nous rappelons nos revendications centrales pour construire cette société de soin partagé :
- **Une revalorisation significative des métiers du soin** et, plus largement, des "métiers à prédominance féminine", c'est-à-dire dans lesquels 60% des travailleur.euse.s au minimum sont en réalité des travailleuses ! Une société de soin partagé reconnaît la valeur de tous ces métiers essentiels, les rémunère avec un salaire décent et leur permet d'exercer leur emploi dans des conditions épanouissantes, en préservant leur santé.

 - **Une place d'accueil accessible et de qualité pour tous les enfants de moins de trois ans.** Une société de soin partagé ne se contente pas de 47 places pour 100 enfants en âge de fréquenter un milieu d'accueil et ne laisse pas les mères éponger les manquements de l'État, en pénalisant leur carrière, leur vie privée, leur santé.

 - **Des congés thématiques et parentaux harmonisés, mieux rémunérés et avec de meilleures conditions d'accès.** Une société de soin partagé encourage une répartition plus égalitaire du soin aux autres et du travail ménager au sein des familles et ne précarise pas les parents - en particulier les mères - qui souhaitent mieux concilier vie privée et vie professionnelle.

À Vie Féminine, nous voulons une société où le soin est partagé collectivement et financé correctement par des politiques publiques ambitieuses. Une société dans laquelle l'économie s'articule autour de la vulnérabilité propre à toute vie humaine, au lieu de créer et renforcer ces vulnérabilités pour mieux, ensuite, en tirer profit.

En tant que féministes, nous le clamons depuis longtemps : l'intime est politique. Le soin aux autres est tout aussi politique !

Contact:

Communication: Laurence Wurtz - 0474 98 16 61 / communication@viefeminine.be